

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/LIC/M/13

14 juin 2001

(01-2959)

Comité des licences d'importation

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 4 AVRIL 2001

Président: M. Albert Wright (Danemark)

Le Comité des licences d'importation a tenu sa treizième réunion le 4 avril 2001. L'ordre du jour proposé pour la réunion, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/1519, a été adopté.

Table des matières

1.	Notifications.....	1
i)	<i>Notifications au titre des articles 1:4 a)/8:2 b) (publications et/ou législations).....</i>	<i>1</i>
ii)	<i>Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (Réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation).....</i>	<i>2</i>
iii)	<i>Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (Nouvelles procédures de licences d'importation ou modifications).....</i>	<i>4</i>
2.	Respect par les Membres des obligations de notification.....	5
3.	Autres questions.....	8
4.	Élection du Bureau	8

1. Notifications

i) Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) (publications et/ou législation)

1.1 Le Président a dit que dix notifications étaient soumises au Comité pour examen, émanant des pays suivants: Colombie (G/LIC/N/1/COL/1/Add.1), Dominique (G/LIC/N/1/DMA/1), Hongrie (G/LIC/N/1/HUN/4), Inde (G/LIC/N/1/IND/3), Jordanie (G/LIC/N/1/JOR/1), Liechtenstein (G/LIC/N/1/LIE/2), Oman (G/LIC/N/1/OMN/1), République tchèque (G/LIC/N/1/CZE/2), Suisse (G/LIC/N/1/CHE/2) et Uruguay (G/LIC/N/1/URY/2). Concernant la situation des notifications se rapportant aux lois et aux réglementations, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC, seuls 67 Membres avaient présenté des notifications au titre de ces deux dispositions (les CE et leurs États membres comptant pour un). Tous les Membres étaient tenus, lorsqu'ils accédaient à l'OMC, de notifier leurs lois, réglementations et procédures administratives, et de fournir des exemplaires de toute publication, loi et réglementation pertinentes. Toute modification apportée à ces lois, réglementations et procédures administratives devaient également être notifiée. Le Président a prié tous les Membres n'ayant pas encore fourni d'informations sur leurs lois et réglementations ayant trait aux licences d'importation, de transmettre leurs notifications sans plus attendre. Les Membres n'appliquant pas de procédures en matière de licences d'importation ou n'ayant ni loi ni réglementation

relevant de l'Accord étaient également tenus d'en informer le Comité pour qu'il ait une vision d'ensemble complète des régimes de licences de tous les Membres.

1.2 Concernant Oman, la représentante des États-Unis a dit qu'Oman avait notifié la Décision ministérielle n° 71-2000 sur les procédures de licences d'importation, mais n'avait pas répondu au questionnaire sur les procédures de licences d'importation. Cela signifiait-il qu'Oman n'appliquait aucune restriction en matière de licences d'importation? Par ailleurs, Oman réglementait-il les importations de produits ayant des incidences sur la santé et la sécurité comme les explosifs ou les stupéfiants? Ces produits étaient-ils réglementés par un système d'autorisation préalable à l'importation? L'intervenante a noté que l'Accord exigeait la notification des obligations de licences préalables, même lorsque celles-ci étaient pleinement compatibles avec les règles de l'OMC, par exemple dans les domaines de la santé et de la sécurité publiques, le domaine sanitaire et phytosanitaire.

1.3 Le délégué d'Oman a dit qu'Oman ferait des notifications sur le questionnaire. Oman n'appliquait aucune procédure de licences d'importation.

1.4 Concernant Dominique, la représentante des États-Unis a dit que sa délégation souhaitait des éclaircissements sur le but des obligations mentionnées dans le document G/LIC/N/1/DMA/1.

1.5 Concernant la notification de l'Inde, la représentante des États-Unis a dit que dans les documents G/LIC/N/1/IND/3 et G/LIC/N/2/IND/3, l'Inde présentait la liste des modifications apportées à sa politique de licences d'importation. La liste reproduite dans les documents supprimait-elle du champ d'application du système de licences de l'Inde les articles listés? Si tel était le cas, l'importation de ces articles n'était-elle désormais soumise qu'à des droits de douane au titre du système réglementaire, à l'exception des obligations et des restrictions liées à la défense nationale ou à la santé et à la sécurité? Dans le cas contraire, l'Inde pouvait-elle préciser la nature et le champ d'application de tous les autres systèmes réglementaires limitant les importations de ces produits, et également quels articles restaient soumis aux régimes de licences discrétionnaires, par exemple, au régime décrit dans le document G/LIC/N/3/IND/4. Quel était le calendrier de la poursuite de la libéralisation de ces obligations restantes?

1.6 Le représentant de l'Inde attendait de recevoir les questions écrites en temps opportun, et a souligné que la politique de commerce extérieur de l'Inde avait subi depuis le 1^{er} avril 2001 des modifications que l'intervenant espérait pouvoir notifier dans les prochaines semaines. Il examinerait cependant les questions et y répondrait dans le détail.

1.7 Le représentant de la Jordanie a informé le Comité que la législation de son pays avait été mise au point et que le nouveau projet de loi relative au commerce extérieur avait été approuvé par le gouvernement. Ce projet de loi était tout à fait conforme aux obligations légales de l'OMC et serait vraisemblablement approuvé pleinement à la session extraordinaire du Parlement qui se tiendrait en mai. Cela ferait l'objet d'une notification.

1.8 Le Président a proposé que le Comité prenne note des notifications ainsi que des remarques et des déclarations. Il en a été ainsi convenu.

ii) *Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (Réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation)*

1.9 Le Président a dit que depuis la dernière réunion, 20 Membres avaient répondu au questionnaire: Afrique du Sud; Burkina Faso; CE; Colombie; Costa Rica; Dominique; Estonie; États-Unis; Hong Kong, Chine; Hongrie; Inde; Jordanie; Liechtenstein; Ouganda; Roumanie; Singapour; Suisse; Trinité-et-Tobago; Tunisie et Zimbabwe. En outre, depuis la publication du

présent aérogramme, trois autres réponses étaient arrivées du Liechtenstein; de Macao, Chine et de la République tchèque. Celles-ci seraient inscrites à l'ordre du jour de la réunion suivante. Concernant la situation actuelle des notifications au titre de l'article 7:3, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC, seuls 68 Membres au total avaient répondu, les CE et leurs États membres ne comptant que pour un. Onze Membres avaient présenté des notifications en 1995, 22 Membres en 1996, 25 Membres pour chacune des années 1997 et 1998, 20 Membres en 1999, 32 Membres l'année dernière et jusqu'ici, six Membres pour l'année en cours. Le nombre total des Membres actuels de l'OMC était de 140. L'Accord imposait à tous les Membres de répondre au questionnaire, chaque année, pour le 30 septembre. La plupart des Membres étaient en retard pour leurs notifications. Le Président a prié instamment ces Membres d'envoyer leurs notifications sans plus attendre. Même les Membres n'ayant pas apporté de modification à leurs procédures de licences d'importation depuis leurs précédentes notifications ou n'appliquant pas de procédures de licences d'importation, étaient tenus d'en informer le Comité. Le Président est ensuite passé aux notifications présentées au Comité: Afrique du Sud (G/LIC/N/3/ZAF/3); Burkina Faso (G/LIC/N/3/BFA/1/Add.1); Colombie (G/LIC/N/3/COL/1/Add.2); Communautés européennes (G/LIC/N/3/EEC/3 et Addenda 1-26); Costa Rica (G/LIC/N/3/CRI/3); Dominique (G/LIC/N/3/DMA/1); Estonie (G/LIC/N/3/EST/1); États-Unis (G/LIC/N/3/USA/3); Hong Kong, Chine (G/LIC/N/3/HKG/4); Hongrie (G/LIC/N/3/HUN/3/Add.1); Inde (G/LIC/N/3/IND/4); Jordanie (G/LIC/N/3/JOR/1); Liechtenstein (G/LIC/N/3/LIE/2); Ouganda (G/LIC/N/3/UGA/1/Add.1); Roumanie (G/LIC/N/3/ROM/2/Add.1); Singapour (G/LIC/N/3/SGP/3); Suisse (G/LIC/N/3/CHE/3 et Add.1); Trinité-et-Tobago (G/LIC/N/3/TTO/3); Tunisie (G/LIC/N/3/TUN/3/Add.1); Zimbabwe (G/LIC/N/3/ZWE/1/Addenda 1-2).

1.10 Concernant le Costa Rica, la représentante des États-Unis a dit que la notification décrivait son système de licences s'appliquant à l'attribution des droits d'importation au titre du système des contingents tarifaires établi en tant que partie des négociations du Cycle d'Uruguay. Sa délégation examinait la notification du Costa Rica, et transmettrait des questions et des remarques par écrit dès que possible.

1.11 Concernant la Jordanie, la représentante des États-Unis a dit que la Jordanie avait notifié sa Loi n° 14 relative au commerce extérieur et avait décrit ses procédures de licences d'importation dans le document G/LIC/N/3/JOR/1. L'intervenante a demandé des précisions sur le but de certaines de ces obligations, par exemple la section 1 indiquait dans sa liste que le riz, le blé, le sucre, l'orge, le maïs et les cigarettes, outre la farine de blé, les biscuits, les eaux minérales, le sel préparé pour la table, les pneumatiques usagés, les appareils et matériel électroniques d'occasion, et le lait pour usage industriel étaient soumis à des licences d'importation. Le document G/LIC/N/2/JOR/1 indiquait que les licences pour le riz, le blé, le sucre, l'orge, le maïs et les cigarettes avaient été supprimées. La Jordanie précisait que les licences d'importation restantes étaient maintenues principalement à des fins statistiques ainsi que dans le cadre de la protection de la santé et de la sécurité. Les articles restants relevaient-ils des procédures de licences automatiques ou non automatiques? La section 8 du document G/LIC/N/3/JOR/1 indiquait dans sa liste que les pommes de terre, les oignons, l'ail, les fruits et les légumes frais étaient soumis à l'autorisation préalable d'importer de l'organisation du commerce agricole, et que ces obligations étaient maintenues à des fins statistiques. La Jordanie pouvait-elle préciser si ces produits étaient soumis au système automatique ou non automatique de licences d'importation? Par exemple, l'obligation n'était-elle qu'à des fins statistiques, ou l'organisation du commerce agricole réglementait-elle les quantités importées?

1.12 Le représentant de la Jordanie a dit que concernant la seconde question, c'était à des fins statistiques et qu'il s'agissait de licences automatiques. Le nouveau projet de loi relative au commerce extérieur prenait en considération ce qui relevait des licences automatiques et des licences non automatiques, et l'intervenant a confirmé que les licences d'importation avaient été supprimées pour le blé, l'orge, le maïs, le riz, le sucre et les cigarettes. Les précisions étaient notifiées dans le questionnaire.

1.13 Le Président a dit qu'ultérieurement à la publication de l'aérogramme concernant cette réunion, trois réponses supplémentaires étaient parvenues, du Liechtenstein; de Macao, Chine et de la République tchèque. Celles-ci seraient inscrites à l'ordre du jour de la prochaine réunion. Il a proposé que le Comité prenne note des notifications ainsi que des remarques et des déclarations faites par les délégations. Il en a été ainsi convenu.

iii) Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (Nouvelles procédures de licences d'importation ou modifications)

1.14 Le Président a dit que seulement six notifications étaient présentées au Comité: Inde (G/LIC/N/2/IND/3), Jordanie (G/LIC/N/2/JOR/1), Liechtenstein (G/LIC/N/2/LIE/2), Pologne (G/LIC/N/2/POL/1), Suisse (G/LIC/N/2/CHE/2) et Venezuela (G/LIC/N/2/VEN/2).

1.15 La représentante des États-Unis, concernant le document G/LIC/N/2/POL/1, a dit que la Pologne avait indiqué que son régime de licences d'importation applicable aux articles de friperie était en vigueur jusqu'en décembre 2000. Avait-il été prorogé? Le représentant de la Pologne n'avait pas pu se faire accompagner par un expert à la présente réunion, mais il pensait que la Loi n'avait pas été prorogée. Il a demandé aux États-Unis de poser leur question par écrit pour pouvoir la faire suivre à Varsovie pour confirmation.

1.16 Concernant le Venezuela, la représentante des États-Unis a dit que dans le document G/LIC/N/2/VEN/2 le Venezuela avait une fois encore notifié une modification de son système de licences sans avoir notifié le système lui-même, et n'avait pas répondu au questionnaire sur les licences d'importation comme cela était demandé. À la dernière réunion, l'intervenante avait proposé que le Venezuela fournisse les deux exemplaires de sa législation en réponse au questionnaire comme cela était prescrit, pour que le Comité puisse les examiner à sa prochaine réunion. Elle a réitéré cette demande. En outre, elle a noté que les communications présentées à ce jour par le Venezuela ne concernaient que les contingents tarifaires négociés sur les produits agricoles au cours du Cycle d'Uruguay. Elle estimait que le Venezuela maintenait d'autres obligations de licences d'importation, à la fois aux fins de protection de la santé et de la sécurité et d'autres fins, et elle a demandé que le Venezuela notifie également ces régimes de licences et fournisse au Comité des informations sur leur champ d'application et leur administration.

1.17 La représentante du Venezuela a dit qu'à ce stade, elle n'était pas en mesure de fournir aux États-Unis les spécifications relatives à la question concernant les mesures en matière de santé et de sécurité. Elle serait reconnaissante que cette question soit présentée par écrit pour qu'elle puisse la transmettre à ses autorités afin qu'elles y apportent des réponses. Concernant les réponses au questionnaire, il n'avait malheureusement pas été possible d'être prêt pour la présente réunion bien que ses autorités aient avancé dans l'examen de la législation à cet égard.

1.18 Le représentant des États-Unis a noté qu'aux précédentes réunions, le Brésil avait fourni certaines informations et des réponses sur les questions concernant son régime de licences à l'égard de la CE et de la Suisse. Il a rappelé qu'à la dernière réunion, le Président avait invité le Brésil à distribuer ces réponses aux autres Membres du Comité. Sa délégation n'avait pas encore reçu ces réponses et souhaitait savoir si la Présidence ou le Secrétariat avait contacté le Brésil à cet égard.

1.19 Le Président a dit que non, mais que la question était de savoir s'il y avait un obstacle à la distribution des questions et des réponses. Il a estimé que sauf information contraire, le Brésil n'était pas opposé à ce qui avait été convenu à la dernière réunion.

1.20 La délégation de l'Inde a fait une remarque générale concernant ces trois demandes de notification. Bien que les Membres aient le droit de faire des commentaires oraux à la réunion du

Comité, l'intervenant a estimé qu'il serait utile que les questions puissent être envoyées à l'avance aux délégations concernées pour permettre d'y apporter une réponse, soit par écrit avant la réunion, soit oralement à la réunion suivante.

1.21 Le Président a accueilli favorablement la proposition et a demandé si le Comité voyait des objections à s'efforcer de suivre cette procédure. Tel n'a pas semblé être le cas. En conclusion, il a proposé que le Comité prenne note des notifications ainsi que des remarques et des déclarations. Il en a été ainsi convenu.

2. Respect par les Membres des obligations de notification

2.1 Le Président a dit que la principale préoccupation du Comité était le non-respect par les Membres des obligations de notification au titre de l'Accord. Le Comité en avait discuté à sa réunion d'octobre 2000, et les délégations avaient fait plusieurs propositions pour rectifier cette situation, comme l'avait enregistré le compte rendu de la dernière réunion, au paragraphe 3 du document G/LIC/M/12. En dépit des rappels pressants du Comité à chaque réunion, et des rappels périodiques du Registre central des notifications, la situation ne semblait pas s'être améliorée. En effet, de nombreux Membres n'avaient pas présenté de notifications depuis qu'ils avaient accédé à l'OMC. L'Accord (au titre des articles 1:4 a) et 8:2 b)) et les procédures convenues par le Comité imposaient de notifier les publications et la législation relatives aux licences d'importation; la première de ces notifications devait être faite dès l'accession des Membres à l'OMC, et au moment de toute modification ultérieure. Les réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation (au titre de l'article 7:3) devaient être transmises chaque année. En outre, l'Accord stipulait l'obligation de notification aux paragraphes 1 et 3 de l'article 5, qui exigeaient que les Membres informent le Comité lorsqu'ils établissaient de nouvelles procédures de licences ou apportaient des modifications à leurs procédures. Cependant, un fossé séparait les prescriptions de l'Accord et le nombre réel de notifications reçues. À la dernière réunion, plusieurs Membres avaient proposé des moyens possibles pour rectifier cette situation. L'une des suggestions était que tous les Membres n'ayant pas encore présenté de notifications s'engagent tout particulièrement à mettre à jour la notification de leur législation et, s'agissant du questionnaire annuel, fassent une notification unique basée sur "l'effort maximal" et couvrant toutes les périodes pour lesquelles une notification devait être présentée; il avait été par ailleurs suggéré que le Secrétariat et les autres Membres prêter assistance aux Membres les plus récents du Comité et à ceux n'ayant jamais présenté leurs notifications pour les encourager à respecter leurs engagements; en particulier, il conviendrait d'encourager les Membres utilisant des licences pour administrer les contingents tarifaires de produits agricoles à respecter leurs engagements. Il avait également été dit que les Membres devraient participer plus activement à l'examen des notifications présentées et que ceux qui avaient des difficultés à présenter leurs notifications devaient être encouragés à en informer le Comité ou le Secrétariat afin de voir comment ils pouvaient les y aider. Le Comité était convenu à cette dernière réunion d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente réunion afin de trouver une solution garantissant le plein respect par les Membres des obligations de notification.

2.2 Le représentant des Philippines a dit que les Philippines n'étaient pas à jour eu égard à leurs obligations de notification. Les Membres souhaiteraient peut-être suivre une procédure utilisée au Comité d'accès aux marchés selon laquelle plusieurs groupes de pays procédaient à un examen multilatéral. Le Secrétariat pourrait préparer à l'intention des délégations de chaque groupe spécifique, une note précisant la situation de chacun des pays au regard de ses obligations de notification, et dans le cadre de l'examen multilatéral, les délégations seraient invitées à informer le Comité des problèmes qu'elles rencontraient et des raisons pour lesquelles il leur était difficile de respecter leurs obligations. Le Secrétariat pourrait également commencer à approcher les pays n'ayant pas encore présenté de notifications. La plupart des Membres étaient submergés par toutes leurs obligations de notification et le Secrétariat contribuerait à y remédier s'il pouvait, dans une première étape, commencer à contacter les délégations n'ayant pas présenté de notifications.

2.3 La représentante des États-Unis a dit que la transparence apportée par le respect des obligations de notification au titre de cet Accord était l'un des avantages majeurs de l'OMC. Par sa nature, le régime des licences créait des désincitations au commerce même s'il était nécessaire pour des raisons techniques, en s'opposant à la politique commerciale. La possibilité pour les Membres de l'OMC de recevoir des informations sur ces régimes et d'encourager le respect des obligations fondamentales découlant de cet Accord, contribuait à atténuer ce problème. L'intervenante a partagé la déception que le nombre de Membres de l'OMC fournissant ces informations à ce Comité n'augmente pas plus vite. Elle a noté que les questions que les États-Unis avaient posées par écrit aux délégations à l'automne dernier n'avaient pas reçu de réponse pour la plupart d'entre elles, et les États-Unis attendaient encore les réponses de Bahreïn, du Bangladesh, de la Bolivie, des Émirats arabes unis, d'Haïti, de l'Islande, de Madagascar et du Tchad. Elle ne préjugait pas des raisons de l'absence de notifications et de réponses, et pensait qu'il s'agissait, dans certains cas, d'un oubli ou simplement d'un manque de coordination. Bien que finalement seules les délégations soient responsables de leur respect des obligations découlant des dispositions de l'OMC, le Comité pourrait éventuellement agir utilement en attirant l'attention des délégations, tant à Genève que dans les capitales, sur la nécessité de se conformer aux obligations de transparence au titre de l'Accord.

2.4 Elle a proposé que le Président, au nom de tous les Membres du Comité, communique directement avec toutes les délégations n'ayant pas encore fourni les renseignements prescrits au titre des articles 1:4, 7:3 et 8:2 de l'Accord, en les invitant à fournir les renseignements nécessaires et en leur indiquant que le Secrétariat était prêt à s'entretenir avec les délégations qui avaient besoin de clarification et d'assistance pour élaborer la présentation de ces communications. Elle a également proposé que le Président rappelle aux délégations les demandes d'information émises par les autres Membres du Comité et restées sans réponse. Elle a noté que plusieurs Membres de l'OMC, parmi les 20 premières économies de l'OMC en matière de commerce qu'elle estimait avoir des régimes de licences significatifs, n'avaient pas encore saisi l'occasion de fournir les renseignements requis. Elle était convaincue qu'ils avaient la ferme intention de fournir ces renseignements et qu'ils se disposeraient à le faire si le Comité les y encourageait. Elle s'est demandé s'il serait possible, également, que la Présidence s'entretienne avec les Membres sur ce problème lorsqu'ils venaient des capitales à l'occasion de l'examen de leur politique commerciale. C'était une approche qu'utilisait actuellement le Comité des subventions et elle pourrait être utile. Les États-Unis étaient toujours prêts à travailler avec le Président et les délégations dans la recherche de méthodes raisonnables pour résoudre ce problème.

2.5 La représentante des Communautés européennes avait à maintes reprises fait part de sa préoccupation concernant l'absence de notifications. Il était très inquiétant de constater que la moitié des Membres de l'OMC n'avaient pas encore fait de notifications. Elle a suggéré que la Présidence et le Secrétariat contactent les pays n'ayant pas encore présenté de notifications ou ceux qui rencontraient des difficultés pour le faire. De plus, il devrait être possible que les pays ayant des difficultés à faire leurs notifications, précisent l'assistance technique dont ils avaient besoin pour rectifier cette situation.

2.6 Le représentant du Chili a dit que le Chili préparait sa notification pour cette année. Concernant le problème systémique, les Membres devraient être capables de mieux se conformer à leurs obligations de notification. L'expérience du Chili avait été positive partout ailleurs: le Chili avait pu coordonner l'examen de sa politique commerciale avec la BDI qui pouvait également être utilisée pour les licences. De la même manière, il existait une étude multilatérale sur les raisons pour lesquelles les Membres n'avaient pas envoyé de données à la BDI. Il faudrait peut-être que les réunions informelles de ce Comité soient plus fréquentes pour examiner ce problème, et que l'on n'attende pas une réunion formelle en septembre ou octobre pour ne recevoir les notifications que de quelques rares Membres.

2.7 Le représentant de la Suisse a appuyé les propositions des États-Unis et de la CE. C'était une bonne idée que la Présidence contacte les délégations qui ne s'étaient pas encore conformées à leurs obligations de notification, pour mieux comprendre quels étaient leurs problèmes. Il a appuyé la proposition des États-Unis de profiter de l'occasion de l'examen des politiques commerciales pour signaler à ces délégations qu'elles ne s'étaient pas encore conformées à certaines obligations de notification.

2.8 Le représentant de la République tchèque ne savait pas si un examen multilatéral était la meilleure solution. Il ne pensait pas que les obligations de notification régulière, telles qu'elles étaient prescrites dans l'Accord sur les licences d'importation, supportent la comparaison avec un nouvel élément comme la BDI. Il a accueilli favorablement l'idée que la Présidence contacte par lettre les délégations qui avaient des problèmes. Concernant l'idée de profiter de l'occasion des examens des politiques commerciales, le régime des licences d'importation faisait partie du rapport du Secrétariat, donc, en principe, les délégations devraient fournir les renseignements sur leurs régimes de licences d'importation, y compris sur leur législation. Ce n'était pas un exercice très rapide du fait du rythme des examens des politiques commerciales, mais c'était mieux que rien.

2.9 La représentante des États-Unis a dit qu'un sujet sur lequel il serait peut-être bon de réfléchir à la prochaine réunion était la possibilité de faire quelque chose en se fondant sur un critère régional et de tenir une réunion informelle concernant une région spécifique ou les pays de cette région n'ayant pas encore présenté de notifications, et peut-être de les examiner ensemble pour voir s'il était possible d'élaborer des notifications qui seraient disponibles avant la session formelle d'automne. Cependant, les Membres émettraient peut-être des réserves sur l'organisation de réunions supplémentaires ici, à l'OMC, entre les sessions.

2.10 Le représentant de l'Inde a dit qu'il partageait les préoccupations concernant le non-respect des obligations de notification par plus de la moitié du total des Membres. Dans l'immédiat, il estimait que plutôt que d'envoyer une lettre du Président aux délégations concernées, il serait utile que des relances périodiques, par exemple tous les deux mois, soient envoyées par le Président aux délégations, pour leur rappeler non seulement leur non-respect, mais aussi qu'elles devaient informer le Comité de leurs problèmes et de leurs besoins d'assistance technique pour respecter ces obligations.

2.11 La représentante du Venezuela a dit qu'elle ne pouvait pas souscrire aux propositions des Philippines et du Chili. Elle estimait que la nature des notifications à ce Comité faisait que les problèmes rencontrés par les pays étaient différents de ceux rencontrés avec la BDI. Quant aux propositions de la CE et des États-Unis, elles étaient utiles et l'intervenante pensait que l'assistance du Secrétariat avait eu un effet positif. Elle estimait que la possibilité de saisir l'occasion des examens des politiques commerciales pourrait permettre d'encourager les pays à faire leurs notifications.

2.12 La représentante des Philippines a dit que dans une première étape, si l'examen multilatéral était trop difficile, elle encourageait le Secrétariat à approcher individuellement les pays n'ayant encore jamais fait de notifications, et à identifier leurs problèmes.

2.13 Le représentant du Chili a dit que si les Membres avaient un problème de capacité ou de compréhension eu égard à l'Accord, ils avaient besoin d'assistance technique pour déterminer quel était le problème. Lorsqu'un Membre aurait exprimé quels étaient ses problèmes, il réaliserait qu'un autre Membre avait rencontré les mêmes problèmes et avait peut-être trouvé un moyen plus facile de les résoudre, aussi serait-il peut-être important de tenir une nouvelle réunion pour traiter de cette question sur une base non officielle, pour que les Membres puissent en discuter et déterminer le type d'assistance technique que le Secrétariat devrait leur apporter. Il serait sans doute insuffisant de se contenter d'adresser chaque année une lettre précisant que les notifications n'avaient pas été faites et pour quelle année il en était ainsi.

2.14 Le représentant des Communautés européennes a émis des réserves au regard des propositions du Chili et des Philippines à ce stade. La multiplication des réunions n'améliorait pas nécessairement le dynamisme dans un Comité. Les Membres devraient demander à la Présidence et au Secrétariat de prendre contact avec les pays ayant des difficultés à établir leurs notifications ou n'ayant encore jamais fait de notifications, pour recenser avec eux leurs difficultés afin de leur fournir l'assistance technique appropriée. C'était une première étape. Profiter de l'examen des politiques commerciales était utile et on pouvait y recourir pour améliorer la situation des notifications à ce Comité.

2.15 Le représentant de la République tchèque a accueilli favorablement l'approche utilisant le système de la lettre. La Présidence pourrait y joindre la partie du manuel relatif aux notifications à l'usage des délégations concernées, donnant un aperçu général des obligations de notification et de la manière de les présenter, à l'aide d'exemples.

2.16 Le Président a dit que dans une première phase, le Président et le Secrétariat devraient envoyer à tous les Membres n'ayant pas fait de notifications, une lettre accompagnée des parties pertinentes du manuel relatif aux notifications. Une proposition avait été faite visant une sorte d'examen multilatéral, et cela pourrait être l'une des mesures à prendre, mais il faudrait peut-être attendre de disposer d'une évaluation globale des problèmes pour tenir une réunion informelle.

2.17 Le Comité a pris note de toutes les déclarations.

3. Autres questions

3.1 Le Président a informé les Membres que le Secrétariat avait fixé au 9 octobre 2001 la date de la prochaine réunion du Comité, étant entendu que des réunions supplémentaires seraient convenues, si nécessaire.

4. Élection du Bureau

4.1 Le Président a noté que le Président du Conseil du commerce des marchandises, conformément au paragraphe 6.3 des "Lignes directrices pour la désignation des Présidents des Organes de l'OMC", avait procédé à des consultations informelles sur une liste de candidats pouvant être désignés pour présider les différents organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises. Le Conseil du commerce des marchandises avait pris note des candidats proposés, à sa réunion du 14 mars 2001. S'agissant de ce Comité, le Président du Conseil du commerce des marchandises avait proposé Mme Simone Rudder de la Barbade comme candidate à la Présidence. Le Président a proposé que le Comité convienne d'élire par acclamation Mme Simone Rudder Présidente pour la prochaine année. Il en a été ainsi convenu.

4.2 L'Accord prévoyait également l'élection d'une personne à la Vice-Présidence. Les consultations menées à cet égard montraient que les délégations étaient d'avis que Mme Nancy Johnston des États-Unis devrait être élue par acclamation Vice-Présidente pour cette année. Il en a été ainsi convenu.

4.3 Le représentant de l'Inde a fait part des vifs remerciements de sa délégation pour l'excellent travail accompli par le Président de ce Comité, notamment en ce qui concernait le respect par les Membres des obligations de notification. Il a également exprimé ses vifs remerciements pour le travail accompli par la Vice-Présidente sortante.

4.4 La réunion a été ajournée.
